Balkanologie

Balkanologie
Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. X, n° 1-2 | 2008
Volume X Numéro 1-2

Les formes de mobilités transcaucasiennes et balkaniques à Istanbul

Jean-François Pérouse

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/balkanologie/371
DOI : 10.4000/balkanologie.371
ISSN : 1965-0582

Éditeur
Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Référence électronique
Jean-François Pérouse, « Les formes de mobilités transcaucasiennes et balkaniques à Istanbul », *Balkanologie* [En ligne], Vol. X, n° 1-2 | 2008, mis en ligne le 03 juin 2008, consulté le 17 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/balkanologie/371 ; DOI : https://doi.org/10.4000/balkanologie.371

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Les formes de mobilités transcaucasiennes et balkaniques à Istanbul

Jean-François Pérouse

1 A l'automne 2006, au moment du vote par l'Assemblée nationale française de la loi sanctionnant le déni du génocide arménien, un député turc de l'AKP (le parti au pouvoir depuis novembre 2002), ancien ministre des relations extérieures turques, a brandi à titre de réplique la menace d'expulser les « 70 000 Arméniens d'Arménie » qui, selon lui, travailleraient et vivraient clandestinement en Turquie, principalement à Istanbul[1]. Cette menace de représailles, relayée d'ailleurs par un député de l'opposition CHP, a été à l'origine d'un débat dans l'opinion publique – jugeant d'ailleurs cette mesure plutôt inadaptée, voire ridicule - et d'une attention médiatique subitement portée à cette « présence » arménienne mal connue, insoupçonnée.

2 L'Arménie sera considérée ici – au-delà de la question de ses rapports avec la Turquie -, comme un des pays voisins de celle-ci qui alimentent, au même titre que la Géorgie et l'Azerbaïdjan, côté caucasien, et que la Roumanie et la Bulgarie, côté balkanique, tout un ensemble de mobilités - et le spectre est riche - polarisées sur Istanbul. Les pays retenus pour cette étude pourront sembler arbitrairement sélectionnés. Le principe de proximité et l'attestation de présences différenciées à Istanbul ont prévalu ici comme critère[2]. De plus, traiter conjointement des mobilités en provenance du Caucase et des Balkans -deux principaux "réservoirs démographiques" et marchés régionaux d'Istanbul - se justifie par ailleurs de manière extrêmement concrète, quand on considère le dispositif de transport des migrants. Pour les transports par route (bus et camion), les deux provenances ou destinations, qui pourraient paraître étrangères les unes aux autres - sont systématiquement associées dans les trois gares routières où nous avons fait nos observations et conduit nos entretiens, toutes les trois situées à Yenikapı, au coeur de la péninsule historique (à savoir *Emniyet Otogarı*, *Güneşler* et *Eurobazaar*). Ce rapprochement n'est certainement pas fortuit (sa raison d'être reste à cerner).

3 Si la recrudescence des mobilités vers Istanbul à partir de pays voisins de la Turquie est liée aux grands bouleversements géopolitiques de la fin des années 1980 (effondrement de l'URSS et des rideaux de fer), elle doit aussi être lue à la lumière de la normalisation des relations de la Turquie avec les pays limitrophes. D'une vision obsidionale de ces derniers, entretenue par certaines forces politiques intérieures et par certains « alliés », on est passé, depuis la fin des années 1990, à une vision plus détendue, où la dimension économique, celle des intérêts mutuels bien compris, se met à prévaloir. A cet égard, les efforts réitérés de l'AKP pour développer le « commerce transfrontalier » (*sınır ticareti*) s'inscrivent bien dans ce nouveau climat.

4 Dans ce cadre, en évitant d'être trop européo-centré (en pensant par exemple que tous les Roumains et Bulgares ne rêvent que de se rendre en Europe occidentale) et en évitant de rester prisonniers de catégories (« scientifiques » ou juridiques) et autres qualifications du sens commun trop fixistes et réductrices (« migrants », « clandestins », « ressortissants »...), qui ne permettent pas de rendre compte de la plasticité des pratiques et des motivations, on essaiera d'examiner de manière comparative les formes des mobilités en provenance du Caucase et des Balkans centrées sur Istanbul et leur articulation au local.

Illustration n°1 : Plovdiv-Tiflis (bus dans l'*otogar* Emniyet, décembre 2006)

L'impossible et vain dénombrement et les contextes de mise en mobilité

Les installés, les circulants et les invisibles : un degré de couverture statistique décroissant

5 Plus les données statistiques sont ténues, plus les rumeurs vont bon train et plus les chiffres les plus fantaisistes circulent (comme on l'a signalé plus haut dans le cas des Arméniens d'Arménie à Istanbul). En vue d'apprécier en première analyse cette présence, on dispose de deux types de données statistiques[3] : les données relatives au nombre des « installés», déclarés et nantis des papiers requis, d'une part (tab.1), et des données relatives au nombre des ressortissants bulgares, arméniens... qui entrent chaque année en Turquie, d'autre part (tab.2). Rappelons que ces chiffres concernent toute la Turquie. En conséquence, il faut les revoir à la baisse si l'on se restreint à Istanbul. Pour les Bulgares par exemple, Edirne – département frontalier - est devenu une destination pour des allers-retours quotidiens (pour le travail, mais surtout pour des achats[4]). De même, la frontière avec la Géorgie (à l'autre extrémité du territoire) est aussi franchie pour des destinations plus proches qu'Istanbul, à savoir les plus grandes villes de la côte est de la mer Noire (au premier rang desquelles Trabzon).

1)Les « installés » : la domination bulgare et l'absence arménienne

6 En ce qui concerne le premier « ensemble », il est dominé par les Bulgares. Mais le nombre fourni reste fort modeste compte tenu du caractère récent et massif de la dernière grande vague migratoire bulgare (plus de 500 000 arrivés en 1989). On peut supposer que les Bulgares détenteurs des deux passeports (turc et bulgare) n'ont pas été comptés comme bulgares. Par ailleurs, les mécanismes d'acquisition de la nationalité turque ayant été simplifiés pour les Bulgares – tout au moins jusqu'à ce que l'espace Schengen s'ouvre à eux –, au nom de la communauté de langue et de religion, une grande partie des migrants bulgares installés en Turquie s'est statistiquement fondue dans le reste de la population, s'indifférenciant en quelque sorte.

7 A l'opposé des Bulgares, on trouve les Arméniens, absents des statistiques officielles en tant que résidents déclarés. Il est sûr que l'absence de relations diplomatiques officielles depuis 1991, d'une part, et que l'absence de poste frontière ouvert entre la Turquie et l'Arménie depuis 1993, d'autre part, ne facilite pas les échanges. Les bus qui arrivent d'Arménie dans les gares routières d'Istanbul sont passés par la Géorgie, détour qui allonge cruellement la route... Cela n'empêche pas l'existence de liaisons régulières (même aériennes), de compagnies de bus spécialisées et de sociétés de transport qui ont pignon sur rue depuis des années.

8 Les Roumains, pour leur part, ont enregistré une diminution de leur contingent au fil des années à partir de 1993, alors qu'à l'inverse, les Azerbaïdjanais ont vu leurs effectifs s'accroître sensiblement durant la décennie 1990. Mais leur nombre demeure très réduit (un peu plus de 10 000 officiellement installés en 2000), eu égard au discours sur l'« amitié éternelle » entre les deux pays. Cette réalité des installations devrait nous obliger à tempérer ce discours, les Azerbaïdjanais – malgré leur langue proche et leur « identité musulmane », quoique chiite - se heurtant aux mêmes difficultés à s'installer

officiellement en Turquie que les autres étrangers au pouvoir d'achat (ou plus largement au capital économique) réduit.

9 Le rapport hommes/femmes quant à lui – on note pour les Bulgares et les Géorgiens surtout un nombre plus important de femmes installées – renvoie sans doute à des formes de travail différenciées ou à des mariages mixtes, qui, dans l'ensemble, concernent en premier lieu les femmes.

Tableau 1 : Nombre des ressortissants officiellement installés[5], originaires des pays étudiés en 1994 et 2000

Pays d'origine	Total 1994	Total 2000	**Etudiants 2000**
Bulgarie	21 734	61 658	1 120
Azerbaïdjan	1 870	10 564	2 660
Roumanie	1 440	598[6]	97
Géorgie	65	685	124
Arménie	?	?	?

Source : DIE/TÜIK

10 Ces premières données, qui concernent la Turquie entière[7], conduisent inévitablement à formuler l'hypothèse de la présence illégale, corroborée par les arrestations et reconduites à la frontière dont se fait souvent l'écho la presse turque[8]. Compte tenu du caractère ardu (et coûteux) des démarches officielles auxquelles sont soumis les étrangers pour régulariser leur situation – obtention d'un permis de séjour, *ikâmet tezkeresi*, fréquemment soumis à l'obtention d'un permis de travail par le chef de famille -, le nombre des personnes ayant basculé dans la clandestinité est important. La majorité des Arméniens, des Azerbaïdjanais et des Géorgiens[9] qui travaillent à Istanbul n'ont pas de permis de travail. Ainsi cette femme géorgienne rencontrée dans une boutique de prêt-à-porter de Laleli (péninsule historique), qui travaillait comme vendeuse spécialisée dans la clientèle russophone (elle avait déjà un certain âge). Craintive du fait de son absence de statut, elle a simplement raconté qu'elle envoyait une grande partie de l'argent gagné à sa famille, avec l'objectif de payer des études à son fils, tout en assurant pouvoir compter sur son patron pour le paiement de l'amende à la frontière.

11 Mais il nous est évidemment impossible de proposer une estimation sérieuse...

2)Les circulants : le poids bulgare et l'apparition arménienne

Tableau 2 : Nombre officiel des ressortissants des pays concernés entrés en Turquie comme touristes en 2002, 2003 et 2004

Pays d'origine	**2002**	**2003**	**2004**
Bulgarie	834 073	1 006 612	1 310 082

Azerbaïdjan	163 133	193 410	330 042
Roumanie	180 203	185 174	169 398
Géorgie	161 375	167 911	234 937
Arménie	17 530	23 118	33 034

Source : DIE/TÜIK

12 Cette deuxième série de données rend davantage compte des mobilités de courte durée entre Balkans, Caucase et Turquie, mobilités qui ne débouchent que rarement sur une installation enregistrée. On change donc de modalité de présence. Les chiffres sont assez éloquents. Là encore, la suprématie bulgare est frappante, et le rapport entre le poids démographique modeste du pays (7,7 millions en 2006, soit l'équivalent de l'Azerbaïdjan) et l'intensité des flux annuels vers la Turquie y est le plus élevé.

13 Il est à souligner enfin que tous les pays pris en compte, Roumanie exceptée, connaissent une augmentation de leurs mobilités annuelles vers la Turquie entre 2002 et 2004. Cette augmentation est aussi sensible pour l'Arménie (on a un quasi doublement des flux en deux ans et le chiffre pour 2001 est de 7 064) ; elle est spectaculaire pour la Bulgarie [10] et l'Azerbaïdjan (en 1998, on avait 123 430 entrées enregistrées). Pour la Roumanie, pays le plus peuplé de notre échantillon, après la pointe de l'année 1993, où 566 665 entrées avaient été relevées, la décrue est donc régulière : Istanbul ne paraît avoir été pour les Roumains qu'un horizon passager de mobilité, qui semble désormais appartenir au passé.

14 Cependant, ces flux sont sensibles à la conjoncture[11] à la fois politique et économique des pays impliqués ; ils peuvent aussi être infléchis par certaines décisions des autorités respectives, en matière de conditions de déplacement et d'entrée dans le pays, comme en matière de taxation aux frontières des produits importés (pour les « touristes à la valise », voir plus bas).

Du pays « frère » au prétendu ennemi : l'insuffisance des facteurs macro-politiques et macro-économiques

15 Ces chiffres rappelés pour un premier cadrage, il s'agit maintenant de voir ce qui peut expliquer les différences existantes et surtout dans quelle meure la qualité des relations entre la Turquie et ces voisins – qualité entendue à la fois au niveau politique et économique – influe sur les pratiques de mobilité. Autrement dit, existe-t-il une corrélation entre l'intensité des relations économiques et celle des circulations et mobilités ? Pour caractériser ces relations, on peut sommairement dessiner quatre axes de proximité – qui ne se recoupent pas forcément - pour placer les différents pays concernés par rapport à la Turquie : un axe linguistique/ethnique, un axe religieux, un axe « ottoman » (communauté de mémoire et rapport au passé ottoman) et un axe économique (intensité des relations).

16 A l'évidence, entre l'Azerbaïdjan présenté comme « pays frère[12] », ne serait-ce qu'en raison de la proximité linguistique, et l'Arménie[13], encore parfois présentée comme pays adverse – quoique ce discours se soit considérablement infléchi ces dernières

années et qu'un discours plus pragmatique, voire cordial à l'adresse de ce petit voisin tende désormais à prévaloir en Turquie –, la gamme de qualité des relations politiques paraît assez contrastée. Cependant ces relations évoluent et surtout, comme dans le cas de la Bulgarie[14], la dégradation de la situation politique (comme en 1989) peut entraîner une intensification des flux migratoires.

17 De même, il n'existe pas, en définitive, de relation directe entre l'intensité de la présence balkanique ou transcaucasienne à Istanbul et la qualité des relations économiques, même pondérée par le poids démographique et le niveau de développement eux aussi différents selon les pays envisagés.

Tableau 3 : Montant en millions de USD des exportations et importations turques vers/en provenance des pays d'étude (2002/2003)

Pays	Export 2002	Import 2002	Export 2003	Import 2003
Roumanie	552,3	648,9	871,4	942,4
Bulgarie	377,5	506	619,1	684,3
Azerbaïdjan	222,8	61	307,6	121,5
Géorgie	106,6	137,5	154,5	272
Arménie[15]	?	?	?	?

18 Le tab. 3 nous suggère, même s'il ne prend en compte que les échanges déclarés, que le commerce avec le « pays frère » de l'est demeure très modeste et que la Bulgarie n'est pas un partenaire économique de la Turquie à la mesure – si l'on peut dire - des mobilités qui unissent les deux pays. En tout cas si l'on s'en tient aux données officielles.

19 Dès lors, ce qui nous importe ici, c'est de souligner qu'en définitive la grande histoire politique et économique n'est pas aussi déterminante que cela dans la définition et l'économie concrète des mobilités et qu'en deçà de la trame officielle, parfois tendue, se tissent *de facto* des relations auxquelles, à notre sens, une plus grande attention devrait être portée. En effet, ces relations dessinées par des acteurs le plus souvent anonymes, discrets – au regard des « décideurs » et des approches « par le haut » – et éphémères, mus par des considérations pragmatiques, conduisent à revoir les clivages et oppositions dessinés par ceux qui ne s'intéressent qu'aux « grands acteurs » médiatisés qui font et écrivent l'histoire des relations entre pays ; qui la font et l'écrivent de loin, à gros traits, indifférents à ces mouvements et circulations subtiles qui ne vont pas dans le sens de leurs thèses. En d'autres termes, les raisons de la condition socio-économique, à l'échelle individuelle, peuvent prévaloir sur celles des Etats.

Les conditions d'acheminement : des différences significatives

20 Le caractère frontalier ou presque (dans le cas de la Roumanie[16]) des pays envisagés et le profil modeste des circulants expliquent que le mode d'acheminement privilégié des « migrants » demeure le bus ou le minibus. Cependant, un examen des statistiques

relatives aux modes de transport révèle une singularité arménienne à souligner. Contrairement aux Azerbaïdjanais et aux Géorgiens, plus des deux tiers des Arméniens qui sont entrés en Turquie en 2004 sont entrés par la voie aérienne. Deux explications à cette singularité : la nette polarisation stambouliote des Arméniens – alors que les Azerbaïdjanais et les Géorgiens se rendent aussi en partie dans les départements proches, limitrophes, de leur pays respectif –, d'une part, et l'absence de poste frontière ouvert entre la Turquie et l'Arménie, d'autre part. Comparativement, seulement un huitième des Azerbaïdjanais sont arrivés directement en avion dans un des deux aéroports d'Istanbul en 2004 ; et moins d'un vingtième des Géorgiens.

21 Pour les Géorgiens, et les Arméniens qui entrent par la voie terrestre géorgienne, deux postes existent : celui de Sarp, ouvert en 1988 et celui de Çıldır/Aktaş, ouvert en 2001. Les négociations se poursuivent pour l'ouverture d'un troisième poste avec la Géorgie, sans parler des négociations avec l'Arménie. Hormis le cas des Arméniens, seuls les hommes d'affaires qui ont leur activité déclarée (ou tout au moins une partie de celle-ci) et qui dispose d'une surface financière suffisante recourent à l'avion.

22 En ce qui concerne les « Balkaniques », la part des Bulgares arrivés à Istanbul en avion est presque négligeable (21 000 sur 1 310 000 entrées en 2004), alors que celle des Roumains[17] est un peu plus élevée (légèrement supérieure à 10% des entrées).

23 A Istanbul, les lieux de départ et d'arrivée de ces bus, les *otogar*, sont donc des terrains d'observation privilégiés, en tant que lieu des premières interactions directes, des ultimes transactions et de convergence des produits au moment du départ. L'articulation de ces mobilités à des activités d'échange explique la localisation (pour combien de temps encore?) de ces trois gares, très proches les unes des autres, à proximité des hauts lieux du commerce du coeur d'Istanbul. Si la gare routière déconcentrée d'Istanbul (à Esenler-Bayrampaşa) dessert aussi les pays étudiés, les lieux de référence demeurent ces trois gares, puisque le transport de marchandises devient de plus en plus difficile à partir ou en provenance de la nouvelle gare (division des fonctions oblige). De même, si certaines compagnies de transport passagers affichent une double adresse, à Yenikapı et à Esenler, pour les navetteurs en particulier Yenikapı demeure le lieu de référence, à partir duquel tout s'organise.

24 Comme on l'a signalé en introduction, les trois principales auto-gares sont spécialisées, chacune, à la fois - et de manière inextricable, une même compagnie de bus desservant les deux horizons - dans la Transcaucasie et les Balkans (voir illustration n°1). Situées à Yenikapı (arrondissement de Fatih), l'une est gérée par la mairie directement, l'autre est gérée par un Iranien installé de longue date à Istanbul (et qui loue le terrain à la mairie) et enfin la dernière appartient après un transfert de propriété « délicat » à un particulier (depuis 2005 seulement) qui dit l'avoir acheté à la Direction des Fondations Pieuses (il s'agissait donc d'un terrain *vakıf*, théoriquement non aliénable...). Les trois auto-gares se présentent de la même façon : une espèce de vaste vide central, où se disposent les bus et les camions, un accès routier unique gardé/surveillé, marqué par un porche et une barrière, et tout autour des boutiques contiguës qui ferment l'espace. Les locaux commerciaux - loués de 200 à 700 dollars US en décembre 2006 à l'*Eurobazaar* - sont occupés par des commerces de textile, de pièces détachées pour automobile, de téléphones portables, des restaurants, des compagnies de bus et des compagnies cargo (transport de marchandises). *Eurobazaar* totalise 140 boutiques et *Emniyet* 80. *Emniyet* affiche en décembre 2006 26 compagnies cargo et 14 compagnies d'autobus, la distinction entre les deux activités allant croissante, par une sorte de processus de

spécialisation. Toujours pour *Emniyet*, quand on regarde les destinations principales affichées sur le panneau d'entrée par chaque société de transport de marchandises ou de personnes - une même société n'en affichant pas plus de 2 -, toujours en décembre 2006, on note que la Géorgie est la première destination (11), suivie de la Roumanie (9), de l'Arménie (6) de la Bulgarie (4), puis de l'Azerbaïdjan (3). Les trois gares disposent de leur propre personnel de sécurité, personnel ambulant équipé de radios. On a donc là trois mondes clos que l'arrivée des camionnettes qui transportent la marchandise à exporter, des petits porteurs avec leur diable ou des bus vient animer. Dans leur périphérie immédiate se trouvent une multitude de pensions et de petits hôtels, comme la pension « Tiflis Erevan », en arrière d'*Emniyet* (Illustration n°3).

Illustration n°2 : Société Öz Aybaki (*Eurobazaar*, décembre 2006)

Illustration n°3 : Petit hôtel en arrière d'une gare routière de Yenikapı (JFP, décembre 2006)

Formes de mise en mobilité et articulation aux milieux locaux

25 *Au-delà de ces premières données de cadrage, il nous faut maintenant essayer de descendre, dans la mesure du possible, dans l'épaisseur vécue des mobilités, de leurs mobiles, de leur fréquence et de configuration. Il ne semble pas, à l'inverse des migrants originaires du continent africain ou de l'Asie orientale, que les nationaux qui nous intéressent ici - à l'exception de certains Géorgiens, d'après les données concernant la nationalité des « transiteurs » arrêtés*[18] *– utilisent Istanbul comme un sas de transition vers les pays européens.*

L'espoir principal d'une rémunération digne de ce nom

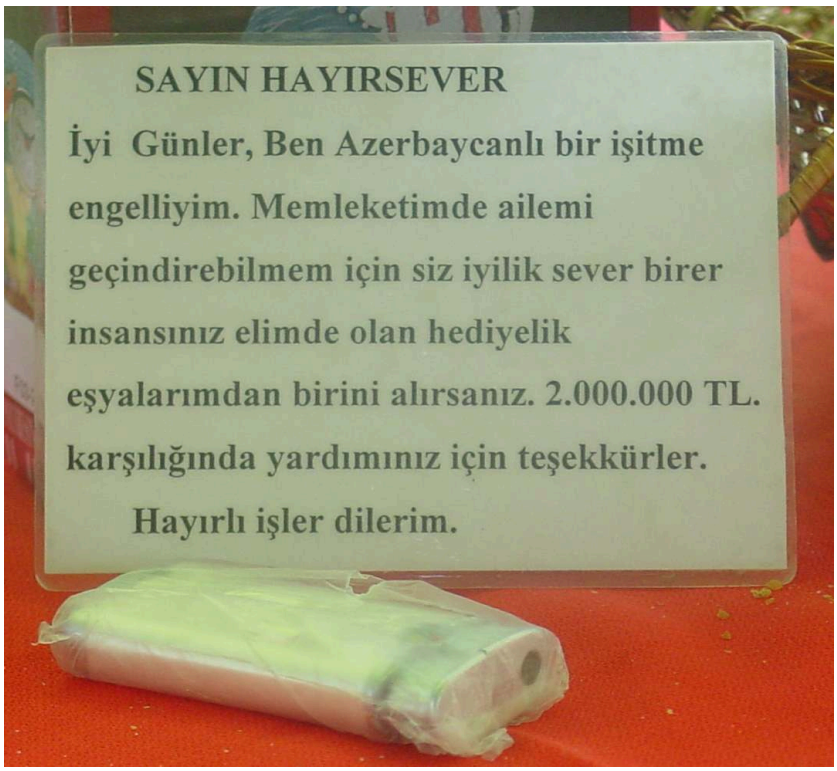
26 Même si les motifs ne sont jamais univoques et peuvent évoluer dans le temps et selon les contextes d'énonciation, le principal semble bien être la quête de ressources, dont l'acquisition est supposée plus facile à Istanbul qu'ailleurs. Notre travail sur les Roumains mené en 2001 (Gangloff et Pérouse, 2001 et 2003) et nos observations depuis, nous conduisent à placer en premier lieu le motif économique ; autrement dit, la recherche d'un travail, quel qu'il soit bien souvent, permettant d'envoyer de l'argent à la famille ou de se constituer un petit pécule (pour payer ses études dans le privé, pour partir ailleurs, pour acheter un commerce au pays...). La perspective de gagner entre 400 et 600 dollars par mois en tant que nounou, domestique, garde-malade ou que jardinier est incontestablement attractive pour des personnes qui dans leur pays ne peuvent espérer gagner (honnêtement) ces sommes. Une grande partie des Arméniennes et des Géorgiennes présentes à Istanbul travaille dans la domesticité

auprès de familles aisées. Les hommes sont plutôt jardiniers, employés dans les restaurants, manutentionnaires ou travailleurs dans les chantiers de construction[19]. Les cas extrêmes sont ceux d'une mendicité tzigane roumaine, qui n'a duré que quelques mois, et azerbaïdjanaises (n°4).

Illustration n°4 :

« Chers bienfaiteurs

Bonjour, je suis une Azerbaïdjanaise sourde. Pour pouvoir faire vivre ma famille en Azerbaïdjan…"



27 Cette motivation renvoie au différentiel de rémunération[20] et de niveau de vie entre la Turquie et les pays émetteurs. Elle renvoie au formidable complexe d'opportunités qu'est Istanbul, avec des populations à trains de vie très élevés… Dans ce cas, la fragilité du statut face à l'Etat turc (absence de papiers en bonne et due forme) se redouble d'une fragilité face à l'employeur, ce qui peut donner lieu à des décisions arbitraires et des déconvenues pour l'employé. Malgré le durcissement de la législation sur l'emploi non déclaré – et tout particulièrement l'emploi d'étrangers –, bien souvent, les employeurs au noir préfèrent payer l'amende, plutôt que de légaliser la situation.

28 **Portraits de travailleurs arméniens illégaux à Kumkapı, le « petit Hayistan», d'après le quotidien *Radikal* (12/10/1006, p.7).**

29 *-Armenuhi, 43 ans, quatre enfants dont deux avec elle en Turquie. Depuis deux ans à Istanbul. Son mari travaille dans le bâtiment, pour 300 dollars US par mois ; elle, travaille comme nounou, pour 500 dollars. Ses enfants ne vont pas à l'école. Elle parle le turc. Son père, qui a parlé turc jusqu'à sa mort, était de Adapazarı et sa mère de Maraş. Elle regardait les chaînes turques en Arménie.*

30 *-Hampartzum, 57 ans. Père originaire d'Adana. Etait chauffeur en Arménie, à deux ans de la retraite. Est à Istanbul depuis 7 ans, où il travaille dans le bâtiment.*

31 *-Armine, travaille comme coiffeuse. Installée depuis deux ans à Istanbul avec sa fille Lilik et son fils Hayk.* Son grand-père paternel est d'Erzurum.

32 *-Kayane, 38 ans, avec sa fille de 23 ans Nayra et son petit-fils Vartan de 6 mois. Kayane fait des ménages et gagne 450 dollars par mois, ce qu'elle ne peut espérer gagner en Arménie.*

33 *-Meri, a fait des études scientifiques en Arménie. Elle est depuis 8 ans à Istanbul et parle remarquablement le turc. Elle est nounou pour 500 dollars par mois. Ses ancêtres ont quitté Dörtyol en 1915, pour Beyrouth, puis l'Arménie.*

34 *-Davit, 25 ans, est à Istanbul depuis 7 ans avec sa famille. Il dirige une société de transport qui opère entre la Turquie et l'Arménie.*

35 Sur le marché du travail parallèle d'Istanbul - vivace -, les Balkaniques et les Trancaucasiens sont en concurrence avec des nationaux, fréquemment d'origine kurde. Ils constituent, et désormais surtout les Transcaucasiens, un sous-prolétariat privé des droits les plus élémentaires, et à la merci des employeurs souvent sans scrupule à leur endroit.

36 Enfin, l'assimilation opérée entre présence ou circulation étrangère et pratiques de prostitution n'a rien de propre à la Turquie, mais elle est assez banalisée et abondamment relayée/entretenue par la presse. La prostitution doit d'abord être considérée comme un des moyens, associée ou non au commerce à la valise, auxquels il est recouru pour s'assurer quelques revenus. Elle n'est pas systématiquement associée, comme le montre le rapport de Erder et Kaska pour l'OMI (2003), à des formes d'exploitation. Les listes fournies par la Direction Générale de la Sécurité[21] sur les reconduites à la frontière pour fait de prostitution ou à l'occasion de « coups de filet » spectaculaires [22]nous renseignent indirectement sur cette réalité (tab.4).

Tableau 4 : Les reconduites de femmes étrangères à la frontière en 2003 pour fait de prostitution (sur un total de 1 556[23])

Pays	Nombre
Azerbaïdjan	262
Géorgie	206
Roumanie	38
Bulgarie	16
Arménie	11

Source : Direction Générale de la Sécurité (*Zaman*, 6/04/2004, p.3).

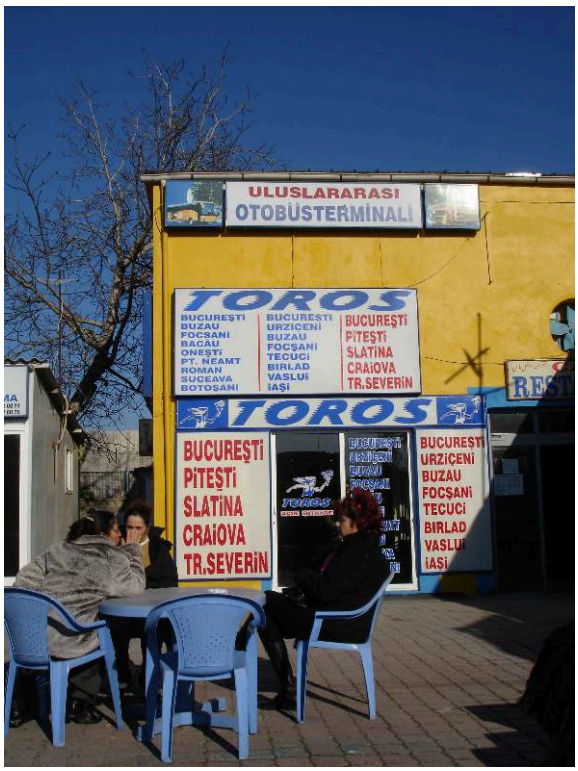
37 Ces chiffres montrent l'importance des provenances transcaucasiennes, qui cependant concernent autant les villes de l'est du pays et Ankara qu'Istanbul à proprement parler. Erder et Kaska (2003) montrent en outre que la prostitution azerbaïdjanaise est souvent le fait de jeunes filles de milieu rural, issues de zones ravagées par la guerre de 1992-1994. En 2001 déjà, Azerbaïdjanais (2086), Géorgiens (3851) et Roumains (1436)

constituaient les groupes les plus importants (avec les Moldaves : 3 851) dans les statistiques de reconduite à la frontière, toutes raisons confondues. Parmi eux, prostitution et Maladies Sexuellement Transmissibles représentaient un tiers à un quart des motifs avancés par les autorités[24].

Le « commerce à la valise », les affaires et autres mobiles

38 Il s'agit là de la deuxième modalité de présence, qui peut d'ailleurs s'articuler avec la précédente (d'où la nécessité de ne pas tracer de frontières trop strictes entre les « mobiles»). Un « commerçant à la valise » est un touriste – il entre comme tel en Turquie – qui fait parfois plusieurs allers-retours dans l'année pour acheter des marchandises qu'il rapporte avec lui, pour les revendre formellement ou informellement dans son pays d'origine. Les mobilités « à la valise » sont en majorité le fait de femmes pour les pays qui nous intéressent ; ces femmes sont fréquemment (et étonnamment même, au regard de la population turque qui a à faire avec elle) diplômées et se livrent à cette activité pour s'assurer un complément de revenus. Si pour les pays de Transcaucasie le nord-est de la Turquie (de Hopa à Trabzon) est aussi concerné par ces mobilités, Istanbul demeure un foyer sans pareil, en dépit de la tendance à la formalisation de ces échanges soumis aux taxations des produits importés/exportés. Ainsi entre le 15 mai et le 1er novembre 2006, le commerce à la valise entre la Turquie et la Bulgarie a été très fortement perturbé, voire gelé, suite à une décision du gouvernement bulgare de plus strictement contrôler et taxer les produits importés de Turquie de cette manière[25].

Illustration n°5 : Navetteuses roumaines (Güneşler, décembre 2006)



39 Par ailleurs, la tendance à dénier à l'étranger non doté d'un gros capital la possibilité de faire du tourisme est fréquente, et contamine même la recherche, d'une certaine mesure. Or, sous la forme notamment de tourisme familial ou de tourisme de jeunes, cette modalité de présence n'est plus à négliger. Elle signe, pour les pays balkaniques en tout cas, des changements sensibles et obligent les Turcs à revoir leurs stéréotypes nationaux.

40 Pour les Bulgares en tout cas, sur le 1,3 million d'entrées annuelles en Turquie (une même personne pouvant entrer plusieurs fois dans l'année), on se doit de sortir de l'image misérabiliste du migrant. Il peut s'agir de voyages d'agrément ou culturels - les nuits d'Istanbul sont plus variées que celles de Sofia et on a désormais un tourisme bulgare en Turquie, qui ressemble au tourisme étranger standard - qui a pour but Istanbul ou qui transite par Istanbul. A cet égard, l'émergence d'Antalya comme porte d'entrée en Turquie, concurremment à Istanbul – en 2004, il y a même plus d'Arméniens d'Arménie que de Bulgares qui sont entrés en Turquie par l'aéroport d'Antalya –, nous semble être un signe de cette diversification des profils et de l'apparition de mobilités de tourisme (au sens commun).

41 En outre, par « tourisme familial », on entend la visite des parents qui vivent en Turquie, pour les Bulgares. A cet égard, l'entrée dans l'Union européenne a déjà entraîné des départs de jeunes Bulgares (disposant des deux passeports), préférant vivre désormais en Bulgarie plutôt qu'en Turquie. Mais les parents semblent devoir davantage rester en Turquie...

42 Enfin les mobilités d'étudiants (tab.1) ne sont pas à négliger. Si les chiffres restent modestes et les rapports tendent à s'inverser – des étudiants turcs vont étudier en Roumanie, en Géorgie ou en Bulgarie - , pour les Azerbaïdjanais ils restent assez importants, quoique moins importants qu'au début des années 1990 (le froid dans les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan date des années 1995-1996). Aux étudiants acheminés par des canaux officiels, s'ajoutent des étudiants de milieu relativement favorisé et des étudiants acheminés par des réseaux religieux. Là encore, le phénomène des étudiants pris en charge par les confréries – notable et étudié au début des années 1990[26] – décroît, si l'on met à part la mouvance *Fethullahçı* dont l'implantation en Azerbaïdjan est connue.

Logiques d'articulation aux « milieux » locaux : entre allégeances collectives et stratégies individuelles

1)Des « champs migratoires » plus ou moins effectifs et leurs rapports aux mobilités actuelles

43 La communauté des « semblables», même imaginée, joue comme une ressource pour les migrants, à Istanbul comme ailleurs. Elle s'exprime dans des réseaux préconstruits, et dans ce cas réactivés, ou dans des réseaux construits. Logement, travail ou conseils pour bonnes affaires sont largement trouvés par l'intermédiaire de ces réseaux de compatriotes (ou d'anciens compatriotes), le plus souvent familiaux - liens plus « chauds » - fixés à Istanbul. On mettra à part les logements construits spécialement pour les Bulgares[27] arrivés entre 1989 et 1992, à Kağıthane (rive européenne) ou à Pendik (rive asiatique).

44 En reprenant le concept de « champ migratoire » (Tapia de, 1994) - défini comme l'ensemble de lignes de force dessinées par l'histoire des migrations et mobilités d'un groupe considéré ; ensemble ayant *de facto* une capacité d'informer les mobilités actuelles -, on peut opérer des distinctions entre les cinq « groupes » considérés.

45 Pour les Bulgares - et les Roumains dans une moindre mesure-, on peut parler d'un champ migratoire « lourd », structuré par des décennies de migrations (au moins depuis 1878), de la Bulgarie vers l'Empire ottoman puis la République turque (tab.5). Ces migrations furent principalement « ethniques » et religieuses : de Bulgarie comme de Roumanie, les migrants étaient des coreligionnaires, de langue turque le plus souvent, même s'ils n'étaient pas tous « turcs » ethniquement. Pour les Pomak, bulgarophones[28], c'est l'affinité religieuse qui a primé.

Tableau 5 : Les grandes vagues migratoires bulgares et Roumaines vers la Turquie[29] depuis 1923

Années	**Nombre officiel d'installations de Bulgares en Turquie**	**Nombre officiel d'installations de Roumains en Turquie**
1923-1939	198 688	113 710
1950-1951[30]	154 000	-
1969-1978	130 000	-
1989-1992	350 000 ?	(1991-2000 : 15 000)

Source : Ağanoğlu, p.326-328 et p.332.

46 Dès lors, pour les Bulgares, le séjour à Istanbul est facilité par la présence de parents établis, souvent devenus citoyens turcs, d'ailleurs. Il peut s'agir de Bulgares des vagues d'immigration des années 1920-1930, 1950's, 1970's ou même de la dernière vague, celle de 1989-1992 (tab.5).

47 Mais dans quelle mesure les mobilités actuelles se calquent entièrement sur les lignes de force du champ constitué par les vagues d'installation précédentes, et les font rejouer ? Pour une partie des mobilités bulgares, la réponse semble évidente, ces mobilités étant de nature « familiale » (visite de parents vivant en Turquie). Cependant, il est difficile de faire la part entre ces mobilités familiales (qui s'opèrent aussi dans le sens Istanbul/Bulgarie) et les mobilités de commerce ou de tourisme, si tant est que la distinction ait un sens. On a pu néanmoins observer qu'une partie des navetteurs bulgares ne sont pas des Turcs de Bulgarie. En ce sens, dans ce cas des Bulgares non « turcs ethniques », on peut parler d'un relatif affranchissement par rapport au champ migratoire. En ce qui concerne les Roumains, l'ancienneté de la vague migratoire principale (années 1920-1930) nous empêche de considérer le champ migratoire roumain comme déterminant dans les pratiques de mobilité, à quelques exceptions près. La baisse du flux des navetteurs et leur réorientation vers d'autres horizons commerciaux viennent confirmer la dimension non ethnique de ces mobilités.

48 Pour les autres « groupes », s'il existe des champs migratoires géorgien (*ahıskalı* notamment) et azéri, moins étendus et densément structurés que le champ migratoire bulgare, il concerne plus le nord est de la Turquie (Kars, Iğdır) qu'Istanbul.

49 Cependant, les observations réalisées à Halkalı, dans l'arrondissement de Küçükçekmece (périphérie ouest d'Istanbul) nous ont mis en présence de migrants « azéris » de Kars et Iğdır, autant que d'Azerbaïdjanais. Principal foyer du « djaférisme » (shiisme duodécimain turc), Halkalı est devenu ces dernières années un centre connu et fréquenté par les Azerbaïdjanais d'Istanbul (venus par le Nakhitchevan[31] à partir de 1991), dont certains travaillent pour des *caferi* et bénéficient de l'infrastructure communautaire existante (autour de la mosquée Zeynebiye). Au-delà des différences de nationalité, une certaine proximité se construit donc, sur une base religieuse (shiisme) et linguistique, les nuances lexicales dépassées. Dans ce cas, le champ migratoire des Azéris de Turquie se trouve en quelque sorte investi par les Azerbaïdjanais qui l'utilisent comme pourvoyeur de ressources éventuelles (aide, logement, travail). Mais les entretiens effectués à Halkalı (même avec le leader religieux et communautaire) ont montré qu'une distance était toujours construite et maintenue par les Azéris de Turquie vis-à-vis de ces « hôtes forcés », envers lesquels la solidarité et le devoir d'assistance semblaient avoir des limites bien entendues.

50 Nous n'avons pas observé le même phénomène de « prise en charge » – même distanciée – des Géorgiens de Géorgie par les *Gürcü* citoyens turcs, dont l'organisation est maintenant avancée, à travers un réseau d'associations dotées de sites Internet[32] et de revues. Les recherches faites dans les associations de villages réputés « *gürcü* » du nord-est de la Turquie - des départements de Artvin, Ardahan et Ordu[33] principalement – nous ont laissé sceptique quant à l'articulation, dans ce cas, entre migrations internes et migrations internationales. Les revues et sites Internet des « Géorgiens » d'Istanbul semblent même totalement faire l'impasse sur l'immigration géorgienne de Géorgie vers Istanbul. Il est vrai qu'à l'exception des *Ahiskalı* installés en 1992 (mais pas en majorité à Istanbul[34]), l'immigration géorgienne en Anatolie remonte au début du XIX° siècle. Rien d'étonnant que les « Géorgiens de Turquie» soient de fait coupés des Géorgiens de Géorgie.

51 Enfin, pour les Arméniens, s'il existe un champ migratoire, il est structuré à l'inverse, puisque c'est, si l'on peut dire, un champ de l'émigration plus que de l'immigration. Pour autant, comme pour les Géorgiens, Istanbul se trouve à l'articulation entre des migrations arméniennes internes à la Turquie – celles des Arméniens d'Anatolie , de Malatya, Kayseri ou Diyarbakır... venus à Istanbul dans les années 1950-1980- et des migrations internationales. Cette articulation se fait dans un champ migratoire de l'exil (après 1915), sans que, là encore, la communauté arménienne d'Istanbul prenne vraiment position sur les migrations d'Arméniens d'Arménie en Turquie.

52 Pour ces Arméniens d'Arménie, les réseaux familiaux directs à Istanbul sont donc rares, tant les histoires ont été brisées et les destins issus d'une même souche, disjonctés. Les Arméniens d'Arménie rencontrés ou interrogés par la presse au moment des menaces d'expulsion formulées en septembre 2006 par quelques députés - peu au fait des réalités -, sont certes en grande partie originaires du territoire de la Turquie actuelle, mais plus de l'Anatolie centrale ou orientale que d'Istanbul. Si certains, malgré leur jeune âge, parlent bien le turc, c'est qu'ils l'ont entendu parler dans leur famille en Arménie. Depuis quelques années, la réception satellite permet de suivre d'Arménie les programmes turcs, formidables vecteurs d'apprentissage ou de réappropriation de la langue. Les plus jeunes apprennent vite le turc. Ainsi le jeune ébéniste X, ne parlait pas un mot de turc quand il est arrivé début 2005 à Istanbul - il travaille à Galata... auprès d'un vieil Arménien de Turquie (venu de Sivas). Fin 2006, il le maîtrise admirablement.

53 En l'absence de réseaux familiaux directs, la prise en charge des Arméniens d'Arménie à Istanbul est assurée par les Arméniens de Turquie, souvent par le biais des paroisses qui font office de structures de médiation. Les ressorts de la communauté de langue (relative en fait), de religion et d'ethnie, opportunément réactivés de part et d'autre, jouent donc, mais inséparables de rapports économiques et de relations de travail « banales ». Beaucoup d'Arméniens d'Arménie à Istanbul travaillent dans des familles turques arméniennes. Mais cette situation n'a rien d'évident : elle est négociée, construite ; et surtout, elle n'empêche pas certaines formes d'exploitation et ne relève pas de la philanthropie ou de la charité (fondée sur une supposée solidarité ethno-religieuse). Les conditions de travail et de rémunération des domestiques ou des nounous arméniennes ne sont pas foncièrement différentes de celles des Moldaves dans d'autres familles de Turquie : entre 400 et 600 dollars, 6 jours de travail sur 7, papiers confisqués ou confiés, logement sommaire sur place...). Gardons-nous de tout angélisme communautariste donc, en veillant à replacer ces relations de travail dans le cadre général des conditions de travail des étrangers illégaux en Turquie.

54 Le rôle des paroisses d'Istanbul, principalement grégoriennes, est à souligner encore dans l'examen de la configuration du réseau d'accueil. Elles ont même enregistré un regain de fréquentation liée à cette nouvelle population, laborieuse, "navetteuse" ou plus établie. A ce titre, le Patriarcat arménien (grégorien) de Kumkapı[35], à Eminönü, semble avoir fixé dans sa proximité nombre des « illégaux » arméniens qui bénéficient des ressources dispensées par cette institution communautaire.

2)Les dispositions et stratégies individuelles : « capital migratoire » et acquisitions de la nationalité

55 Au-delà des réseaux « identitaires », on note d'autres formes d'articulation au « milieu local ». Pour les navetteurs, les allers-retours répétés ont parfois permis de tisser au fil du temps des réseaux de connaissances et de relais de confiance, hors des réseaux « primordiaux ». Qu'il s'agisse de propriétaires ou de gérants de pensions, de douaniers, de policiers ou de commerçants, ces réseaux construits sur une base plus individuelle transcendent les allégeances « ethniques » ou religieuses.

56 Cependant, il nous a été difficile d'apprécier dans quelle mesure les circulants présents à Istanbul étaient dotés d'un capital migratoire préalablement constitué à l'épreuve d'autres destinations et sur d'autres routes, comme Moscou pour les Arméniens, les Géorgiens et les Azerbaïdjanais, ou Berlin, Vienne ou Paris pour les Bulgares et les Roumains. On peut en tout cas, à partir de quelques cas, émettre cette hypothèse. De même, sans aller jusqu'à parler de prédisposition migratoire, la position de "minoritaires" peut déboucher sur des choix de mise en mobilité, qu'il s'agisse des turcophones de Roumanie, des Turcophones musulmans de Bulgarie, ou des Azéris voire des Arméniens de Géorgie... Pourtant, nous ne pensons pas que les déplacés ou les réfugiés, comme les Azéris du Haut-Karabağ depuis 1993-1993, comptent parmi les premiers à se mettre en mobilité. En effet, la mise en mobilité - la migration de transit vers l'Europe, ou au-delà, mise à part - suppose une certaine stabilité statutaire et les moyens minimums qui lui sont généralement liés.

57 Par ailleurs, si le degré suprême de l'insertion du migrant c'est l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil – présupposé sans doute moins discutable pour la Turquie que pour la France –, le tableau 6 n'est pas dénué d'intérêt. Les Azerbaïdjanais et les

Roumains (en fait, il faudrait mettre au féminin) sont les plus nombreux, devant les Russes et les Moldaves, avec à eux deux plus du quart des acquisitions de nationalité dans la période considérée (deuxième moitié des années 1990). Mais compte tenu de ce qui a été dit plus haut et de la baisse très sensible des entrées roumaines depuis 2001, on est en droit de croire que le pourcentage des Roumains va diminuer.

Tableau 6 : Etrangers ayant obtenu la nationalité turque par mariage (1995-2001)

Pays d'origine	Nombre	Pourcentage du total des obtentions de nationalité
Azerbaïdjan	3 876	15,9
Roumanie	2 894	11,9
Géorgie	979	4
Total	24 300	

Source : Erder & Kaska : 15.

58 Pour finir, si un certain discours tend à souligner le caractère « criminogène[36] » de la présence étrangère, rendue responsable de l'accroissement de l'insécurité[37] comme, selon la presse conservatrice, de la dépravation des mœurs, voire de l'introduction de certains virus, au quotidien, les nationaux étudiés – mis à part les tziganes de Roumanie durant une brève période et les « prostituées » – ne souffrent pas d'une discrimination comparable à celle dont peuvent souffrir les migrants en transit, originaires du continent africain, ou même les migrants de l'intérieur (« gens de l'est »).

Conclusion

59 Au-delà des discours misérabilistes ou stigmatisateurs, ce bref aperçu aura permis, nous l'espérons, de réaliser toute la diversité des présences étrangères balkaniques ou transcaucasiennes à Istanbul, qui s'ancrent dans des histoires de relations à Istanbul et à la Turquie extrêmement diverses. Istanbul fonctionne bien, mais selon des modalités sans cesse renouvelées, comme un complexe où s'articulent des flux migratoires des Balkans et de Transcaucasie. Et il convient de souligner l'attractivité régionale (transfrontalière) de cette métropole, en tant que foyer économique de première importance – pourvoyeurs d'emplois et de biens – et en tant que foyer de consommation et d'opportunités sans équivalent. Les gares routières et les *han* (sortes de complexes commerciaux spécialisés) de la péninsule historique continuent à être des lieux privilégiés, observables, de ces articulations concrètes.

60 Mais le destin politique (glissement vers une plus grande stabilité) et économique des deux pays balkaniques envisagés ici entraîne une certaine dissymétrie entre les Balkans et Transcaucasie quant aux formes migratoires, que la distance tend à infléchir quelque peu. Ceci se traduit par un recul des migrations de travailleurs et de navetteurs en provenance des Balkans, flux qui semble se maintenir, voire se renforcer à partir des pays de Transcaucasie. Les modalités de la présence à Istanbul sont conditionnées par des facteurs à la fois "turcs", des facteurs propres aux pays de provenance et des

facteurs plus globaux (relations avec l'UE, la Fédération de Russie...). Ainsi l'entrée dans l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie le 1er janvier 2007 a infléchi la dynamique des mobilités de manière déjà sensible, achevant d'accuser la dissymétrie entre Balkans et Transcaucasie et de répandre l'inquiétude dans les milieux des petits commerçants de la péninsule historique (sans parler de tous les ateliers liés par la commande à ces commerces). La pauvreté relative de l'Arménie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan semble, face à l'intégration européenne de la Bulgarie et de la Roumanie, devoir entraîner une bifurcation entre ces deux flux convergeant jusque-là sur Istanbul.

61 Sans faire de l'économisme rudimentaire – qui consisterait à fonder l'intensité des mouvements migratoires sur l'ampleur des écarts de niveau de vie –, on ne peut nier le rôle joué par le facteur « différentiel de salaire moyen». Le cas roumain, que nous suivons depuis plus longtemps, est de ce point de vue exemplaire : il existe bien un lien entre la normalisation politique et économique et le tarissement (ou la reconversion) des mobilités vers Istanbul. Le cas bulgare est plus complexe, étant donné l'importance des vagues migratoires des décennies passées, qui ont dessiné un "champ migratoire" à l'intérieur duquel perdurent les mobilités actuelles.

62 D'un point de vue plus méthodologique enfin, il nous apparaît nécessaire de relativiser – dans certaines limites évidemment – le rôle joué par la supposée qualité des relations politiques et économiques entre les pays concernés. De même, il convient de sortir d'une vision « fixiste » des mobilités (qui se solderaient nécessairement par des installations durables), pour faire place à une vision plus souple (et de ce fait moins aisément saisissable), plus labile (obligeant à repenser les méthodes d'analyse), où prédominent les mobilités intermittentes (allers-retours) de commerce et les mobilités de travail.

63 Surtout, cet examen des mobilités « par le bas », pour faire référence à Alain Tarrius (2002) devrait nous conduire, en deçà des discours macro-économiques ou macro-politiques à être plus attentifs à ces formes d'interactions entre populations, cristallisées dans des territoires précis, autour d'activités qui font malgré tout sens et lien.

BIBLIOGRAPHIE

-Aganoğlu H.Y. (2001), *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Balkanlar'ın Makûs Talihi, GÖC* (de l'époque ottomane à la République, le sort maudit des Balkans : les Migrations), İstanbul, Kum Saati.

-Aktar C. & Ögelman N. (1994), "Recent developments in East-West Migration : Turkey and the Petty Traders", *International Migration*, vol. 32, n°2.

-Billaut M. (1991), « Les migrations externes de Bulgarie », *Cahiers balkaniques*, n°17, pp.17-.

-De Tinguy (A.), "Le phénomène des 'tchelnoki' et la constitution d'espaces transfrontaliers dans la région de la mer Noire", in Bazin (M.), Kançal (S.), Thobie (J.), Tekelioğlu (Y.) coord., *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation,* L'Harmattan, Paris, 2000, pp. 471-481.

-Erder S. & Kaska S. (2003), *Irregular Migration and Trafficking in Women : The Case of Turkey*, Genève : International Organization for Migration (IMO).

-Feige, E. L. Ott, K. (1999), *Underground Economies in Transition: Unrecorded Activity, Tax Evasion, Corruption and Organized Crime*, Aldershot, Ashgate.

-Gangloff (S.), *La Turquie et les Balkans depuis 1990. Relations bilatérales politique régionale et influences extérieures*, Thèse de doctorat, Paris 1, février 2000.

-Gencer O. et Saybasi K. (1997), *Eski Bakanlar, Yeni Sorunlar...*; Ankara; Bağlam Y.

-Gültekin B. (2002), *Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne*, "les dossiers de l'IFEA", série "la Turquie aujourd'hui", n°11, IFEA/Istanbul, 56 p.

-Gültekin B. (2003), Atteindre *la Caspienne. Les relations économiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*, "les dossiers de l'IFEA", série "la Turquie aujourd'hui", n°14, IFEA/Istanbul, 44 p.

-Helton A.C. (1997), « An independent sector perspective on forced migration and security in the Black-Sea region », *Bogaziçi Journal, Review of Social, Economic an Administrative Studies*, Vol.11, n°1-2, pp.175-188.

-Keyder (Ç.) et Öncü (A.), *Istanbul and the Concept of World Cities*, Friedrich Ebert Vakfi, İstanbul, 1993.

-Laçiner S. (2004), *Türk Ermeni İlişkileri* (Les relations arméno-turques), İstanbul, Kaknüs, İnceleme Araştırma.

-Libaridian G.J. (2001 ; 2000 pour la version originale en anglais), *Ermenilerin Devletleşme Sinavi. Bağımsızlıktan Bugüne Ermeni Siyasî Düsünüşü*, Istanbul, İletişim.

-Mazower, M. (2000) *The Balkans: A Short History*, London: Modern Library Chronicles.

-Mert O. (2004), *Türkiye'nin Kafkasya Politikası ve Gürcistan* (La politique de la Turquie au Caucase et la Géorgie), Istanbul : IQ Kültürsanat Yayıncılık.

-Péraldi (M.), "L'esprit du bazar. Mobilités transnationales maghrébines et sociétés métropolitaines. Les routes d'Istanbul", in PERALDI (sous la dir.), *Caba et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve & Larose/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, pp.329-351.

-Pérouse J.-F. (2002), « Laleli, giga-bazar d'Istanbul ? Appréhender les caractéristiques et les mutations d'une place commerciale internationale », in : Péraldi M. (sous la dir. de), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris : Maisonneuve et Larose, 2002, pp.307-333.

-Pérouse J.-F. & Gangloff S. (2001), « La présence roumaine à Istanbul. Une chronique de l'éphémère et de l'invisible », Les Dossiers de l'IFEA, série : la Turquie aujourd'hui, octobre 2001, n°8, 47 p.

-Pérouse J.-F. & Gangloff S. (2003), « Les travailleurs roumains à Istanbul : flux et reflux », in : Diminuscu D. (sous la dir.), *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, 2003, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 340 p., p.149-172.

-Serrano S. (1999), « Les Azéris de Géorgie : quelles perspectives d'intégration ? », *CEMOTI*, n°26, juin-décembre 1999, 231-253.

-Tapia de S. (1994), « L'émigration turque : circulation migratoire et diaspora », *L'Espace Géographique*, 23/11, 19-28.

-Tarrius A. (2002), *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines.* Balland. 169 p.

-Todorova, M. (1997) *Imagining the Balkans*. New York & Oxford: Oxford University Press.

-Türdebar E. (edit.) (2003), *Les Turcs des Balkans. La présence turque dans les Balkans*, Ankara, ASAM (en turc).

-Zapater J. (1995), « Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan », *CEMOTI*, n°20, juillet-décembre 1995, 285-306.

NOTES

1. Le chiffre de 70 000, en contradiction avec toutes les statistiques disponibles sur les mouvements de population aux frontières de la Turquie, a ensuite été repris tel quel, pour revêtir un statut de vérité quasi incontestable. En avril 2005, le ministre turc des Affaires étrangères avait parlé de 40 000 Arméniens d'Arménie ; *Anadolu Türklerin Dergisi*, Juillet 2005, n°32.

2. Les deux espaces de prédilection de la revue ont par ailleurs induit d'autres sélections (mise à l'écart de l'Iran, des pays arabes sur le flanc sud de la Turquie). La question des mobilités à partir de la Grèce vers Istanbul, qui n'est pas dénuée d'intérêt, ayant été ici aussi écartée pour des raisons d'ordre économique, l'attractivité d'Istanbul pour les Grecs ne jouant pas dans le même sens (on y vient plus parce que « ce n'est pas cher »), ni pour les mêmes classes sociales et motivations (tourisme d'agrément, culturel, religieux...).

3. Fournies par le même organisme, l'ancien Institut d'Etat de la Statistique (DIE) devenu en 2005 TÜIK (www.tuik.gov.tr)

4. C'est encore plus évident pour les Grecs depuis quelques années, qui, compte tenu du différentiel de prix, pratiquent aussi ces allers-retours transfrontaliers pour aller remplir leur coffre de voiture dans les supermarchés d'Edirne.

5. C'est-à-dire disposant d'un titre de séjour et éventuellement d'un titre de travail.

6. Pour 2001, une autre source (Erder, Kaska : 14) donne le chiffre de 1 304.

7. On estime qu'Istanbul « accueille » de la moitié à un quart de ces étrangers ; on sait par exemple qu'un quart des Bulgares qui ont voté en Turquie pour les élections de juin 2005 résidait à Istanbul.

8. Sur la base des données de la Direction Générale de la Sécurité (EGM).

9. En novembre 2005, la presse a évoqué le cas dramatique de cinq Géorgiennes et d'une Azerbaïdjanaise travaillant illégalement dans une société de nettoyage, dont deux se sont intoxiquées à mort avec un alcool frelaté ; cf. Vatan, 9/11/2005, p.18.

10. Et en remontant plus loin, en 1988, sombre année Jivkov, seuls 9 098 entrées de Bulgares en Turquie avaient été enregistrées.

11. Ainsi pour l'Arménie, on passe de 19 038 entrées en 1999 à 7 064 en 2001.... La sévère crise financière turque en février 2001 a-t-elle eu des incidences (on observe pour tous les pays concernés une forte diminution des flux d'entrées en Turquie cette année la) ?

12. La formule employée par le président Azerbaïdjanais lors d'une visite officielle en Turquie en avril 2004 est restée dans les esprits : "La Turquie et l'Azerbaïdjan, un peuple, deux Etats".

13. Il n'y a pas de relation diplomatique officielle entre l'Arménie et la Turquie, depuis le cessez-le-feu de mai 1994 et l'ouverture du corridor d'accès au Karabağ par les Arméniens. Le seul représentant officiel de l'Arménie à Istanbul officie auprès du Secrétariat Permanent de l'Organisation Economique pour la Coopération en Mer Noire (structure fondée en 1992, dont l'Arménie est membre depuis le début).

14. Pour qualifier les turcophones musulmans de Bulgarie on utilise en Turquie le terme de *soydaş* (soit « frère de race »).

15. Selon les sources, la valeur annuelle des échanges entre la Turquie et l'Arménie oscille entre 40 millions et 200 millions de USD au début des années 2000.

16. L'Azerbaïdjan est frontalier de la Turquie par l'enclave du Nakhitchevan ouverte sur le département de Iğdır.

17. On peut signaler que le nombre de Roumains entrés par avion à Antalya (principal pôle balnéaire turc) va croissant, indice d'une mutation des formes de présence...

18. Voir par exemple la composition par nationalité des 77 personnes arrêtées le 29 mars 2004 à Edirne (des Géorgiens, au milieu de Népalais, Chinois, Pakistanais, Mauritaniens et Afghans) ; cf. *Özgür Gündem*, 30/03/2004, p.3. En février 2004, la police a arrêté à Bakırköy 30 personnes, Iraniens et Géorgiens, qui filaient dans une camionnette vers l'Europe ; cf. *Hürriyet*, 4/10/2004, p. 3.

19. Ainsi le premier Azerbaïdjanais rencontré lors d'un terrain dans les périphéries stambouliotes - c'était fin 1996 - travaillait sur le chantier d'une mosquée édifiée par une confrérie.

20. Rappelons qu'avant d'entrer dans l'Union, fin 2006, le salaire mensuel moyen en Roumanie était estimé à 300 euros et à 290 en Bulgarie (où nombre de retraites ne dépassaient pas 60 euros par mois).

21. Selon ladite institution, entre le début de l'année 1996 et le mois de juin 2005, 30 073 femmes ont été reconduites à la frontière pour ce type d'activité ; *Hürriyet*, 29/07/2005, p.5.

22. Quelques exemples : le 28 mai 2006, la police a arrêté dans une boîte de nuit de Silivri (périphérie occidentale d'Istanbul) 7 Ukrainiennes, 5 Biélorusses, 4 Russes, 3 Arméniennes et une Kazakhe qui y travaillaient comme « danseuse » ; cf. *Zaman*, 29/05/2006, p.11. Le 14/12/2005, deux femmes roumaines ont été arrêtées à Beyoğlu pour fait de prostitution dans une ambulance : cf. *Cumhuriyet*, 15/12/2005, p.7. Et le 17 août 2002, la police avait arrêté à Pendik, arrondissement sur la rive asiatique, 3 Azerbaïdjanaises ; *Cumhuriyet*, 18/08/2002, p.3.

23. Le maximum est atteint par les Moldaves (354) ; Russes (235) et Ukrainiennes (258) sont moins nombreuses que les Azerbaïdjanaises (dont la présence est surtout attestée à l'est de la Turquie en fait).

24. A savoir : 'Prostitution et MST, expiration de visa, entrée illégale, sortie illégale et « autre »' ; cf. Erder & Kaska, p.19.

25. Et le 3 juillet 2006, le président du conseil d'administration de l' « Association des industriels et hommes d'affaire de Laleli », Ayhan Karahan, a vivement dénoncé l'impossibilité de faire du commerce à la valise. Selon lui, un marché de 4 milliards USD annuel serait ainsi mis en péril, si des précautions n'étaient pas prises par le gouvernement turc.

26. Voir *Cumhuriyet*, 3 et 4/12/1991.

27. Voir Hayriye Memoğlu-Süleymanoğlu (s.d.), « Türkiye koşullarına uyum süreçlerinde Balkan göçmenleri » (les migrants des Balkans en processus d'adaptation aux conditions de la Turquie), texte non publié.

28. Voir Micheline Billaut, 1991.

29. Dans un premier temps, pour les trois premières vagues, Istanbul n'a accueilli qu'un dixième de ces flux. Cependant, par le jeu des déménagements postérieurs, la part d'Istanbul s'est accrue au fil des ans.

30. Pour apprécier l'importance de cette vague dans le peuplement et la formation de plusieurs quartiers périphériques d'Istanbul, on peut se reporter à notre article : « Les cimetières d'Istanbul : sources vivantes de l'étude des dynamiques démographiques actuelles », *Anatolia Moderna*, nºIX, Istanbul, IFEA, août 2001, p.217-235.

31. Au cours d'un entretien réalisé en août 2004 avec le chef de la communauté *caferi* d'Istanbul, Özgündüz, celui-ci nous a parlé d'une présence azerbaïdjanaise dépassant les 500 000....

32. Voir par exemple www.macaheli.net (consulté pour la dernière fois le 19/01/2007). La revue *Çveneburi* a été lancée en Suède en 1977 ; après une tentative en Turquie dès 1978-1979, elle réapparaît en 1993 et continue depuis.
33. En 1965, dernier recensement à faire mention des langues, les départements où le géorgien était parlé par le plus grand pourcentage de la population étaient : Artvin (20% de la population), Ordu et Sakarya.
34. Pour le témoignage d'un *Ahıskalı* né en Ouzbékhistan, déplacé en Russie en 1989, puis immigré en Turquie en 1996, voir Dr Seyfettin Bayram (2004), *Stalin Cehenneminde Ahıska Türkleri* (les Turcs Ahiska dans l'enfer stalinien), Bursa.
35. Le quotidien *Milliyet* (14/10/2006, p.23) parle même de « plus de mille clandestins arméniens » dans le quartier Muhsin Hatun à Kumkapı.
36. En moyenne depuis 1995, par an, 20 000 étrangers sont reconduits à la frontière pour délits divers ; cf. *Türkiye*, 4/08/2006 (édition européenne), p.15.
37. En 2003, l'assassinat dans sa villa, pour une somme modique, d'un ancien responsable du Rotary Club d'Istanbul par un Arménien clandestin, employé comme jardinier dans une villa proche, avec un complice turc, saisonnier du bâtiment, a donné lieu, dans une certaine presse, à des amalgames entre présence étrangère, présence « anatolienne » et « recrudescence » de la criminalité. Voir *Radikal*, 11/02/2003, p.5.

RÉSUMÉS

La métropole d'Istanbul est (re)devenue un des foyers urbains les plus attractifs – ne serait-ce que par son poids démographique, plus de 10 millions d'habitants, et économique incontesté – d'une vaste région s'étendant des Balkans au Caucase (via la Transcaucasie). Ce pôle a reconquis cette attractivité depuis la fin des années 1980 ; ce qui se traduit par des mobilités multiformes tissant des liens plus ou moins visibles et durables. On se propose ici d'examiner la diversité de ces mobilités, qui ne sauraient être réduites aux migrations de transit ou au « commerce à la valise » et leur inscription dans des champs migratoires parfois anciens qui unissent Istanbul à ces « arrière-pays migratoires ».

INDEX

Index géographique : Istanbul, Turquie, Arménie, Bulgarie, Roumanie, Azerbaïdjan, Géorgie, Caucase, Balkans
Mots-clés : Immigration, émigration, mobilités

AUTEUR

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

Université Toulouse II-Le-Mirail & Université Galatasaray.